

La main des renseignements marocains

LES VÉRITÉS SUR L'ATTENTAT DE MARRAKECH EN 1994

Pages 4 et 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7182 – DIMANCHE 2 JANVIER 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

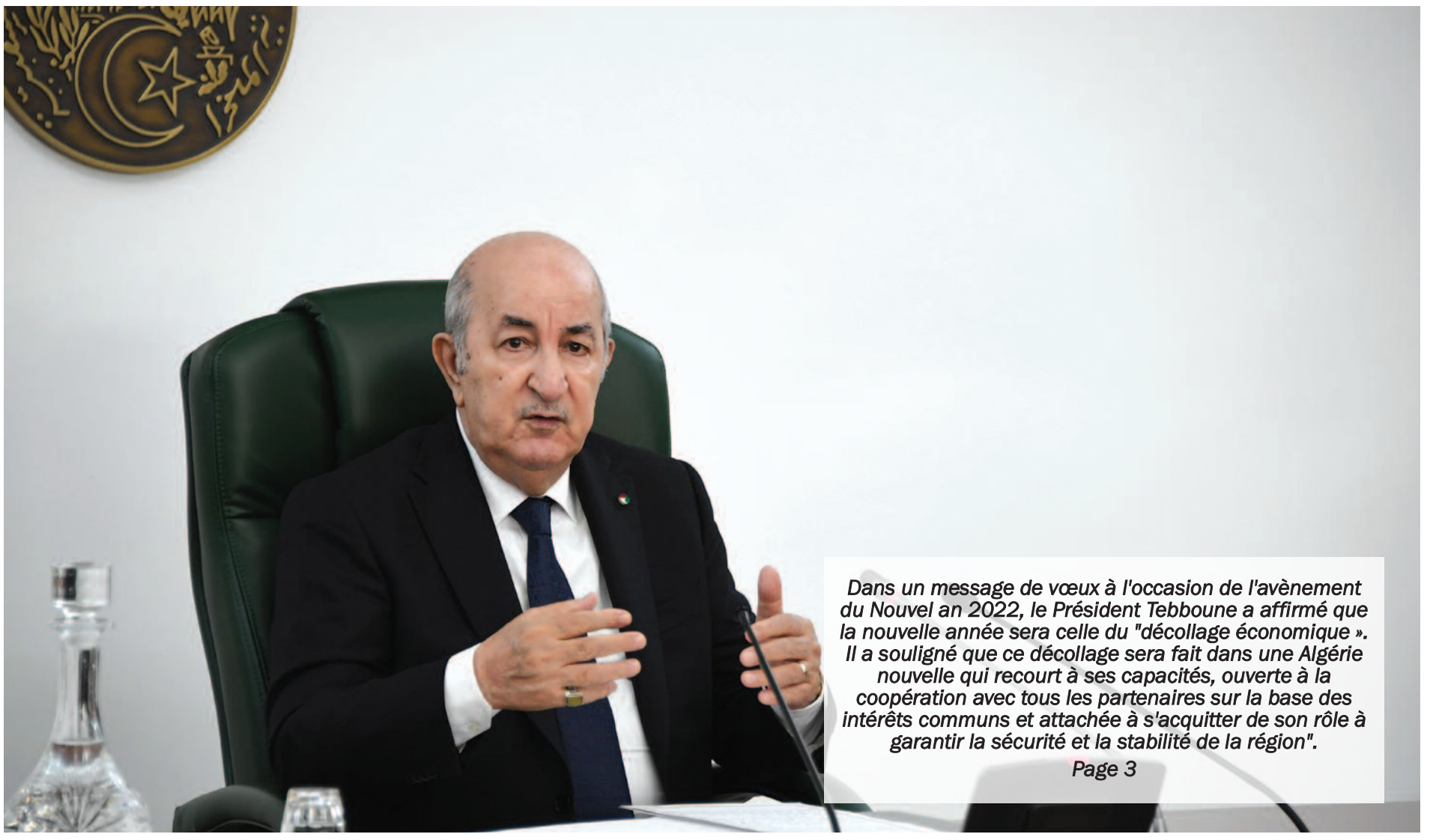
ADE Médéa

PLUSIEURS FORAGES RÉHABILITÉS

Page 2

VŒUX DU NOUVEL AN DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

«2022 SERA CELLE DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE»



Dans un message de vœux à l'occasion de l'avènement du Nouvel an 2022, le Président Tebboune a affirmé que la nouvelle année sera celle du "décollage économique ». Il a souligné que ce décollage sera fait dans une Algérie nouvelle qui recourt à ses capacités, ouverte à la coopération avec tous les partenaires sur la base des intérêts communs et attachée à s'acquitter de son rôle à garantir la sécurité et la stabilité de la région".

Page 3

LE CNAPESTE DÉTERMINÉ À POURSUIVRE SA GRÈVE

Le bras de fer avec le ministère persiste

Page 2

MATCH ALGÉRIE-GAMBIE ANNULÉ

La FAF dénonce une décision unilatérale

Page 13

BÉJAÏA

L'année 2021 a fâcheusement marqué les Béjaouis

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

BLIDA

Les nouveaux pôles résidentiels manquent de mosquées

LES NOUVEAUX pôles résidentiels de la wilaya de Blida manquent de mosquées et d'écoles coraniques, considérées comme des institutions religieuses et éducatives jouant un rôle clé dans l'éducation sociale.
C'est ce qui a provoqué la colère des nouveaux résidents qui ont bénéficié de logements AADL ou sociaux.
Les nouveaux habitants de la nouvelle-ville de Bouinan pratiquent leurs rites religieux dans deux mosquées situées dans un village rural appelé Amroussa.
Ces dernières ont été construites il y a des années au profit des résidents de ce village.
Les salles de prière de ces mosquées ne peuvent désormais accueillir le nombre de fidèles, lequel a doublé après l'arrivée de centaines de familles d'Alger suite à la construction de milliers de logements dans la nouvelle-ville de Bouinan, adjacente à Amroussa.
Il est donc devenu nécessaire de construire des mosquées pour accueillir les fidèles et des écoles coraniques pour les enfants, a déclaré un représentant de la société civile au *Jeune Indépendant*, d'autant plus que le nombre d'habitants de cette ville augmente chaque année depuis le début de la remise des clés des logements il y a trois ans.
Le Jeune Indépendant a contacté le directeur des affaires religieuses de la wilaya de Blida, Kamal Belassel, pour connaître son avis sur la question.
«Nous attendons une décision d'attribution de neuf terrains pour la construction de mosquées dans la ville de Bouinan par l'AADL. A ce jour, un seul terrain nous a été remis. Nous construisons une mosquée près d'Amroussa, dont le taux d'avancement des travaux est d'environ 50%. Les travaux, qui ont commencé au début de l'année, ont été entièrement financés par notre direction», a-t-il indiqué.
Il a révélé la sélection d'un terrain dans le pôle résidentiel Safsaf, sur les hauteurs de Meftah, en début de semaine pour la construction d'une mosquée et d'une école coranique financées par un bienfaiteur, sachant que ce pôle comprend environ 17 000 logements entre AADL et social et que la wilaya a commencé à les délivrer depuis le début du mois de décembre.
Dans le même ordre d'idées, deux mosquées ont été construites dans les nouveaux pôles résidentiels de Sidi Hammed, à l'est de la commune de Meftah au cours de l'année 2020 et au début de l'année 2021 à la cité du 5-Juillet, dans la commune de l'Arbaa.
M. Belassel attend la réponse de l'AADL de Blida afin d'obtenir des parcelles de terrain pour la construction d'au moins une mosquée au pôle Sidi Serhan, qui est rattachée à la commune de Bouinan et qui devrait commencer à livrer ses logements au cours du prochain semestre de l'année 2022.
«J'invite, à travers votre journal, les habitants de la nouvelle-ville de Bouinan à former des associations religieuses car ce sont elles qui superviseront la construction des mosquées.
En effet, l'encadrement et le suivi des travaux seront assurés par ces associations», a expliqué le directeur.

T. Bouhamidi

LE CNAPESTE DÉTERMINÉ À POURSUIVRE SA GRÈVE

Le bras de fer avec le ministère persiste

Le bras de fer continue entre le ministère de l'Education et le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire (Cnapeste). Les enseignants affiliés à ce syndicat ne décolèrent pas. Ils comptent poursuivre leur mouvement de grève qu'ils observent depuis le 2 novembre dernier, et ce jusqu'à ce que sa plate-forme de revendications soit satisfaite.



Les cours du deuxième trimestre risquent d'être perturbés à nouveau. Le Cnapeste est déterminé à poursuivre son mouvement de grève cyclique de deux jours par semaine. Le syndicat souligne l'impact de la terrible baisse du pouvoir d'achat et la gravité de la situation sociale actuelle, qui pèsent sur l'enseignant. Pour cette raison, et au lendemain d'une réunion de travail tenue avec le ministère de l'Education le 30 novembre dernier, le Conseil national extraordinaire a été convoqué afin d'évaluer le PV de réunion.
Le Cnapeste a décidé de poursuivre sa grève cyclique de deux jours par semaine après la fin des vacances d'hiver, et ce à partir d'aujourd'hui. Des rassemblements avec un rassemblement national sont programmés ultérieurement.
Le syndicat s'est dit étonné de constater que certaines directions de l'éducation avaient procédé à des ponctions sur les salaires des enseignants grévistes et sur la prime de rendement. Ce qu'il qualifie d'»acte illégal et provocateur». Dans son dernier communiqué rendu public au mois de décembre, le Cnapeste a indiqué que le ministère de tutelle, avec lequel il s'était entretenu le 4 décembre dernier, n'a pas donné de réponse favorable concernant la prise en charge de ses revendications.
Il convient de rappeler que la plate-forme de revendications du Cnapeste porte sur de nombreux points dont le pourvoi du secteur en postes de promotion, l'octroi de crédits pour la régularisation des situations financières des travailleurs, la régularisation des situations administratives, l'instauration d'une retraite sans condition d'âge, le renforcement en moyens pédagogiques, l'amélioration du pouvoir d'achat ainsi que le règlement des dossiers de la médecine du travail et du logement.
«C'est un moyen fondamental pour assurer la stabilité de l'enseignant et la bonne exécution de ses nobles fonctions», a souligné le syndicat. Par ailleurs, le Cnapeste a soulevé les revendications socioprofessionnelles liées notamment à la retraite, aux œuvres sociales, mais aussi au respect, à la protection des libertés syndicales et à un certain nombre de points, et ce depuis plusieurs années. Pendant ce temps, les réunions consacrées à la révision du statut particulier se poursuivent au ministère de l'Education nationale.

Lynda Louifi

ADE MÉDÉA

Plusieurs forages réhabilités et mis en exploitation

L'ÉLARGISSEMENT de la gestion des réseaux d'AEP par l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Médéa à toutes les communes a été étendu à 48 communes sur 64 que compte la wilaya, selon un bilan d'activité arrêté à la fin de l'année 2021, lequel met en exergue les efforts déployés qui ont permis de suppléer au manque de précipitations durant l'année 2021- celui-ci a énormément impacté l'approvisionnement régulier de la clientèle - en ayant recours à une alimentation des foyers par la mobilisation de sa flotte de camions-citernes.
Il convient de rappeler que pour faire face à la pénurie d'eau, le secteur a procédé à la récupération et à la réhabilitation de 15 forages anciens, tous localisés dans cinq grandes agglomérations, qui ont tous été mis en exploitation lors du pic de la crise, en sus d'autres solutions inscrites à moyen terme, a-t-il été indiqué.
Dans le cadre du programme d'urgence tracé par le ministère des Ressources en eau, il a été retenu la réhabilitation de 19 forages, lesquels ont été équipés de motopompes et de moyens d'exploitation, ce qui a permis d'arriver à une maîtrise de la crise.
A cela s'ajoute le lancement de 11 autres forages retenus dans le moyen terme, dont 5 forages situés dans le périmètre de Chahbounia et 6 autres localisés dans le champ de captage de Birine, dont l'entrée en exploitation permettra de répondre au problème d'approvisionnement en eau potable des communes de la wilaya.
Dans son programme d'activité, l'ADE a apporté son concours aux autres secteurs dans leurs actions, notamment lors des inondations de la ville de Béni Slimane, où des moyens humains et matériels de l'entreprise ont été engagés pour le dégagement des rues et trottoirs des boues charriées par les eaux.
L'ADE a également été aux côtés des éléments de la Protection civile et de la Conservation des forêts lors des incendies de forêt, et ce en mobilisant leur flotte de véhicules et moyens d'intervention pour les besoins de lutte contre les feux, lesquels se sont déclarés à travers plusieurs wilayas du pays.
L'ADE a, par ailleurs, assuré l'approvisionnement des établissements hospitaliers en eau potable, et ce depuis le début de la pandémie.
L'unité de l'Algérienne des eaux de Médéa a effectué plus de 92 000 opérations d'analyse de la qualité de l'eau desservie à travers ses réseaux de distribution et a mené de nombreux contrôles des eaux stockées dans les bâches à eau des établissements scolaires de la wilaya.
Dans le cadre de ses activités réalisées au titre de l'année 2021, l'unité ADE fait état, dans un bilan intitulé «Défis et enjeux», des actions de traitement de l'eau potable en ce qui concerne l'analyse physico-chimique et bactériologique de l'eau ayant touché l'ensemble des communes gérées par ses services.
En outre, pas moins de 14 000 fuites d'eau ont pu être réparées sur ses réseaux de distribution et raccordements individuels, dont 500 fuites au niveau des conduites d'adduction, alors qu'une lutte sans merci est menée contre les branchements illicites sur les réseaux de distribution.
Quant aux actions de proximité réalisées pour la satisfaction des besoins des citoyens, il a été procédé à l'ouverture d'une antenne à Ouled Antar (90 km au sud-ouest du chef-lieu de la wilaya), en «demandant aux usagers d'utiliser avec parcimonie cet élément vital et œuvrer à sa rationalisation pour une économie dans un contexte de changement climatique».

Nabil B.

VŒUX DU NOUVEL AN DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

«2022 sera celle du décollage économique»

Dans un message de vœux à l'occasion de l'avènement du Nouvel an 2022, le Président Tebboune a affirmé que la nouvelle année sera celle du «décollage économique». Il a souligné que ce décollage sera fait dans une Algérie nouvelle qui recourt à ses capacités, ouverte à la coopération avec tous les partenaires sur la base des intérêts communs et attachée à s'acquitter de son rôle à garantir la sécurité et la stabilité de la région».



Pour le président Tebboune, le message est celui de l'espoir et surtout du maintien de l'optimisme envers ce projet de reconstruction du pays, en dépit de la conjoncture internationale des plus périlleuses sur le plan sécuritaire et géopolitique et de la crise économique mondiale marquée par la pandémie du coronavirus. Le temps est venu à l'aube de cette nouvelle année 2022, «maintenant que le pays a parachevé l'édifice institutionnel, d'aller vers l'achèvement des phases importantes attendues dans la marche de la Nation pour le rétablissement de la confiance en les capacités immenses freinées et marginalisées», a ajouté le Président Tebboune. «Dieu merci les prémices de leur libération de la prise du monopole et des intrus pilleurs des richesses de la Nation commencent à apparaitre», a-t-il fait remarquer.

Et de souligner qu'il «n'est plus question de gaspiller les énergies et les efforts sur des questions marginales, car les défis de l'heure sont ceux que nous relevons ensemble avec une détermination inébranlable, par fidélité aux espoirs et attentes des Algériennes et Algériens pour réunir les conditions d'une relance nationale avec une vision inclusive visant à adapter l'économie nationale aux normes de connaissance, d'effort et de compétence». «Il s'agira aussi d'œuvrer à intensifier et à accélérer les programmes de prise en charge du développement social durable et garantir une vie digne aux Algériennes et Algériens dans les quatre coins du pays», a-t-il dit.

Le président de la République a évoqué «les défis actuels», qualifiés de «complexes et difficiles» et marqués par des «complots de déstabilisation, y compris les tentatives visant à créer la pénurie dans les produits de base», relevant l'importance de «puiser la force de déjouer les tentatives de démoralisation».

«Nous amorçons une véritable renaissance nationale reposant sur la mobilisation des forces et des potentialités latentes, notamment chez nos jeunes, des potentialités bloquées par des entraves bureaucratiques, résultat naturel des mentalités de la rente et d'actes de corruption qui ont rongé les capacités de la Nation», a-t-il ajouté.

Rappelant son attachement à honorer ses engagements, le Chef de l'Etat a réaffirmé sa «forte volonté», en toutes circonstances, à «conforter l'unité nationale par un front interne qui hissera haut notre pays dans le cadre de la préservation de la souveraineté nationale et de la défense de la décision nationale souveraine».

Mohamed Kouini

AÏMENE BENABDERRAHMANE :

«Pas de recours ni à l'endettement ni à la planche à billets»

LA MOBILISATION par les hautes autorités du pays de toutes les capacités de production nationale a permis à l'Algérie d'éviter non seulement le recours à l'endettement extérieur et à la planche à billets, mais surtout d'améliorer la situation économique du pays. C'est ce qu'a affirmé le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.

Lors d'une conférence de presse organisée avant-hier au Palais du Gouvernement, le Premier ministre a indiqué que l'Algérie a mobilisé toutes ses capacités de production, ce qui lui a permis de réduire ses importations et d'éviter de recourir à l'endettement extérieur et la planche à billets.

Se félicitant de l'amélioration constante de la situation économique nationale, il a assuré que les données économiques de l'Algérie sont au vert, avec un taux de croissance de 4,1% à fin 2021.

«Nous avons réalisé des résultats financiers et économiques inattendus grâce aux efforts déployés. Nous avons réussi à réduire la facture des importations qui a atteint à la fin de la première semaine du mois de décembre en cours 33,8 milliards USD, et ce, en dépit des prévisions de certaines institutions internationales qui tablaient sur un montant de 50 milliards USD».

Pour M. Benabderrahmane, la facture élevée des importations durant les années précédentes, atteignant plus de 64 milliards USD, est une preuve irréfutable de la corruption et du gaspillage qui prévalaient dans le pays et qui se sont répercutés sur la balance commerciale et les réserves de change.

S'agissant des réserves de change, le Premier ministre a souligné qu'en dépit de la crise économique mondiale enregistrée en 2020, l'Algérie a pu «reconstituer cette réserve», atteignant actuellement un niveau très satisfaisant au regard de la situation économique mondiale fragile.

«La situation financière et économique s'améliore d'une manière plus que positive», et ce, grâce aux mesures prises par l'Etat, a-t-il rassuré, relevant qu'un excédent dans la balance commerciale de l'ordre de 1,4 milliard USD a été réalisé au 30 novembre 2021.

Revenant à cette occasion sur le rapport de la Banque mondiale (BM) sur l'Algérie, M. Benabderrahmane a estimé qu'il contrastait avec de récents rapports élaborés par d'autres institutions internationales, alors qu'ils (rapports) ne devraient pas se contredire en un laps de temps d'un ou deux mois.

Dans ce contexte, le Premier ministre a rappelé qu'il suffit de revenir un ou deux mois pour trouver des «rapports très positifs sur l'Algérie, des rapports qui n'ont pas été dressés même pour certaines grandes économies, y compris des rapports du FMI et de la BM», signalant que ce rapport est également porteur de points positifs qu'il faut prendre en considération.

«Même si on n'est pas d'accord sur certaines données, ce rapport regorge d'indicateurs positifs», a-t-il ajouté, appelant à une lecture approfondie et minutieuse du rapport et surtout de l'état de l'économie algérienne, afin d'éviter toute sensibilité entre ces institutions et l'Algérie.

Le Premier ministre a fait notamment remarquer que «la situation économique de l'Algérie est une exception dans la région, voire par rapport à certains grands pays». Ces résultats positifs concrétisés dans un contexte économique mondialement instable, seront boostés durant l'année 2022, notamment grâce à loi de finances (LF 2022), qui représente «une révolution» en matière de réforme et de justice fiscales, a-t-il certifié, mettant en avant les nombreuses mesures qu'elle prévoit en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen et la promotion de l'investissement.

Mohamed Mecelti

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Neuf terroristes abattus en 2021

VINGT-TROIS terroristes ont été neutralisés et 222 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lors d'opérations menées par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) durant l'année 2021, a indiqué un bilan opérationnel de l'ANP.

Sur les 23 terroristes neutralisés, 9 ont été abattus, 6 repentis et 8 capturés, précise la même source, soulignant l'arrestation de 222 éléments de soutien aux groupes terroristes durant la même période. Une cellule terroriste activant au profit de l'organisation terroriste «Rachad» ainsi qu'une cellule terroriste composée d'éléments de l'organisation terroriste «MAK» ont été également démantelées.Par ailleurs, l'ANP a découvert et détruit, durant la même période, 52 casemates pour terroristes, 39 téléphones portables piégés, un atelier de confection d'armes et de munitions, 97 bombes de fabrication artisanales et une ceinture explosive. Il a été également procédé à la récupération d'un système de missiles contre aéronef de type Strella 2M, d'un canon de mortier (calibre 60 mm), 37 Kalachnikov, 507 fusils de différents types, 29 pistolets automatiques, 5 batteries pour système de missiles contre aéronef de types Strella 2M et de 5 armatures d'obus pour mortier (calibre 60 mm). Un total de 27 obus de différents calibres ont été récupérés, à savoir 15 obus pour mortier de différents calibres, 4 roquettes pour RPG-7, 6 roquettes pour RPG-2, une roquette pour système de missile Strella 2M et une roquette FLG. Il a été également saisi 335.378 balles, 57 chargeurs de munition, 40 charges propulsives, 408 détonateurs, 359,5 kilogrammes d'explosifs, 440.000 cartouches vides pour fusils de chasse, 35 chaines de munitions, 2 canons pour fusils de chasse et 1952 bombes lacrymogènes.

S. N.

LA MAIN DES RENSEIGNEMENTS MAROCAINS

LES VÉRITÉS SUR L'ATTENTAT DE MARRAKECH EN 1994

Le 24 août 1994, un attentat terroriste ébranle la capitale du tourisme marocain. Deux espagnols sont tués et une française a été blessée dans une fusillade à l'intérieur du palace Atlas Asni de Marrakech, dans le somptueux quartier Gueliz, dont les cossus appartements et hôtels 5 étoiles abritent une faune de riches touristes français, espagnols, allemands et britanniques. Les auteurs de l'attentat sont, 24 heures après le forfait, vite identifiés. Il s'agit des services de renseignements algériens. L'événement, d'importance, va alors exacerber, de nouveau, les relations politiques entre les deux pays.



Pour compliquer encore plus cette situation, à Oujda, la capitale de l'Oriental marocain, les milliers d'algériens qui y transitaient quotidiennement étaient accueillis au début des années 1990 par des sarcasmes dans les souks de la médina : «Les singes sont arrivés». Durant les années 1990, les touristes algériens, dans leur majorité, de retour au pays, n'oubliaient pas de faire des emplettes au marché des fruits de la médina, avec une prédilection pour la banane, alors indisponible en Algérie durant les années 1980, à l'époque du «PAP» (plan anti pénuries) instauré par le gouvernement algérien, au plus fort de la crise économique induite par la crise pétrolière.

Suffisant pour les autorités algériennes, déjà en butte à une sauvage vague terroriste qui menaçait la sécurité et la stabilité du pays, de rétablir en appliquant le principe de la réciprocité le visa pour les ressortissants marocains et, en plus, ferment les frontières terrestres avec le Maroc.

Une réponse immédiate en fait de l'Algérie à la suite de l'annonce par les autorités marocaines du rétablissement du visa pour les ressortissants algériens dans les premiers jours ayant subi l'attentat de Marrakech.

DES TERRORISTES AIGUILLÉS PAR LES SERVICES MAROCAINS

Hassan II, sans doute monté et mal renseigné par son ministre de l'Intérieur et ses services de renseignements, avait franchi «le rubicond» en réintroduisant le visa aux ressortissants Algériens.

En réalité, et selon les services de sécurité algériens, cet attentat a été organisé par les marocains, qui ont manipulé des éléments de la «chabiba islamya» (jeunesse islamique), une organisation islamiste marocaine prônant la violence pour faire tomber la monarchie. Son fondateur, Abdelkrim El Moutii, vit à Londres depuis les années 1970. A la fin des années 2010, trop vieux et fatigué, il a opéré une révision totale de ses positions et cherche à se rapprocher du roi et ses conseillers, dont Fouad Ali El Himma pour une improbable réhabilitation.

Le leader de la «chabiba islamya» avait prôné au départ la «lutte armée» pour instaurer un «Etat islamique» au Maroc et un rapprochement avec la Libye de Kadhafi et l'Iran de Khomeini. En 1971, une année avant la tentative d'assassinat de Hassan II dans son avion personnel par des officiers de son armée, dont le général Oufkir, il avait écrit que le Maroc vit sous un état despotique, un concept qu'il a préféré à celui de «tahakom» (le désir du pouvoir), dont il a affublé, en 2016 les dirigeants du PJD (parti justice et développement), et le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane.

LE PROCÈS DES «AUTEURS» DE L'ATTENTAT

C'est en janvier 1995 qu'a eu lieu dans l'ancienne capitale du royaume le procès des exécuteurs de l'opération terroriste de Marrakech en août 1994, qui a été imputée aux services de renseignements algériens, et donc à l'Algérie par les autorités marocaines. Dans le box des accusés, sept français d'origine algérienne et marocaine, habitant la cité des 4000 de la Courneuve, dans la banlieue parisienne, où Juifs et Maghrébins cohabitent.

Au palais de justice de Fès, il y avait Stéphane Aït Idir (22 ans), Rédouane Hamadi (23 ans), Kamel Benachka (26 ans), Abdesslam Guerrouaz (25 ans), Moustafa Meziane (36 ans), Abderrahmane Boujedli (24 ans), et Hamel Merzoug (28 ans). Tous des beurs, et ils risquaient la peine de mort. Mais, les plus visés, ce sont Stéphane Aït Idir, d'origine algérienne, et Redouane Hamadi, d'origine marocaine, et c'est sur eux que les regards sont braqués : ils auraient, le 24 août 1994, tué les deux touristes espagnols, et blessé une française, après avoir dérobé la caisse de l'hôtel Atlas Asni, au quartier Gueliz, de la ville ocre.

Radicalisés dans leur cité de banlieue, ils avaient fait leur apprentissage en Afghanistan, puis en Bosnie. Cependant, avant d'accuser les services de sécurité algériens d'en être les commanditaires, les marocains avaient au début privilégié la piste d'une affaire de «droit commun».

Le 24 août 1994, Aït Idir, Rédouane Hamadi et Taref Falha, un inculpé arrêté alors en Allemagne, après avoir mystérieusement échappé aux polices marocaine et française, pénètrent ce jour-là cagoulés vers 10h20 dans l'hôtel Atlas Asni, tirent des coups de feu en l'air, s'emparent de la caisse et mitraillent un groupe de touristes présents dans le hall avant de prendre la fuite. Bilan: deux morts, une blessée.

L'enquête des services de sécurité marocains, un moment orientée vers un fait de «droit commun», va vite pointer vers la piste terroriste, et, surtout, impliquer les services de sécurité algériens.

Et ce n'est que le 16 septembre, presque un mois après les faits, que le ministre de l'Intérieur marocain, Driss Basri, annonce que les inculpés ne sont plus des droits communs mais «des agents téléguidés de l'étranger», et un communiqué de ses services met formellement en cause les services secrets algériens, auxquels appartiendraient deux des commanditaires, «Rachid» et «Saïd», qui se seraient évanouis dans la nature.

Et, bien entendu, la presse marocaine saute sur l'occasion et justifie l'expulsion, souvent dans des conditions humiliantes, de milliers de touristes Algériens, certains sortis de leur hôtel avec leurs familles, et le rétablissement du visa aux ressortissants d'Algérie.

A Paris, par contre, on ne croit pas tellement à cette thèse. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, et le juge antiterroriste Jean Louis Bruguière, rient alors sous cape.

En fait, les services de sécurité marocains, dont la DST devenue DGST, connue pour ses interrogatoires «musclés» notamment à Temara, dans la banlieue de Rabat, obligent certains inculpés à mettre en cause les services de sécurité Algériens. Le juge marocain chargé de l'affaire, Bougataya, a lui aussi privilégié cette piste pendant toute une partie de l'instruction, sous les suggestions du ministère de l'Intérieur, alors dirigé par Driss Basri.

Ce n'est que plusieurs années après l'incident que les autorités marocaines ont abandonné leurs charges contre l'Algérie, même si l'accusation parle d' «action commanditée de l'étranger», la justice marocaine affirmant quant à elle que les inculpés appartenaient à un véritable réseau islamiste.

UN ATTENTAT À PLUSIEURS RAMIFICATIONS

Pourtant, les dommages collatéraux de cette cabale contre l'Algérie sont toujours là, bien après les tristes événements, comme des barrières infranchissables à une chimérique réconciliation, dans les conditions politiques actuelles. Peut-être cela sera-t-il oublié, cautérisé dans un proche avenir où les intérêts de la région primeront enfin sur toute autre considération territoriale du côté de Rabat ?

Cependant, l'affaire de l'attentat , dans le fond, à d'autres ramifications.

Beaucoup plus discourtoises contre l'Algérie. L'opération, bien sûr, avait pour but de discréditer et isoler d'avantage une Algérie des années 1990, en butte à une vague terroriste dévastatrice, et, surtout, pratiquement marginalisée, «sans le sou» et en cessation de paiement. Ce qui a obligé l'Algérie, un pays pétrolier, à négocier un humiliant accord d'ajustement structurel (PAS) avec le FMI, en 1994.

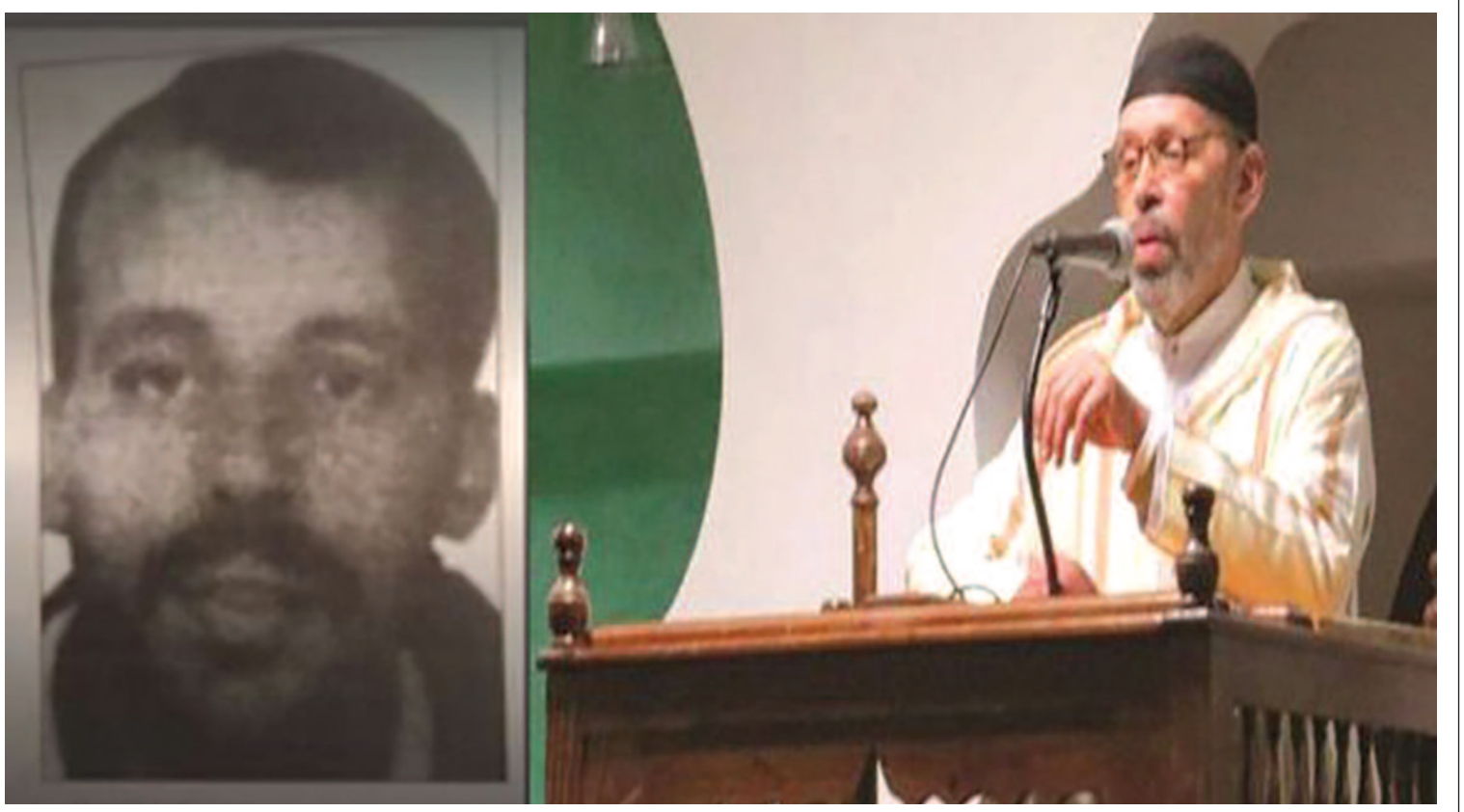
Pour Hassan II, qui connaît le fonctionnement des institutions algériennes mieux que beaucoup de politiques algériens, il s'agit surtout d'isoler davantage son voisin de l'est, de le mettre au banc de la communauté internationale en l'accusant de vouloir exporter le terrorisme, notamment au Maroc, et, par conséquent, à l'international ; en Europe.

La prise d'otage à Alger le 24 décembre 1994 du vol d'Air France «AF 8969», et l'attentat du RER à Paris en juillet 1995 ont ainsi donné une certaine consistance aux thèses marocaines. Celles d'un pays paisible et en paix avec le reste du monde, vivant à côté d'un voisin surarmé, belliqueux et où s'entretuent terroristes et militaires dans une guerre civile qui menace la stabilité de son voisinage immédiat ; le Maroc bien sûr, devenu une franchise touristique de tous les grands tours opérateurs de la planète.

Et puis, quel coup médiatique en direction des pays hésitants à soutenir la «marocanité» du Sahara Occidental, ou ceux, comme la France, effrayés par la perspective que le Maroc ne bascule vers le terrorisme. Cela arrivera en fait en mai 2003, avec des attentats-kamikazes effroyables contre des étrangers à Casablanca.

Dans l'attentat, le Maroc avait officiellement affirmé que c'est «un groupe de franco-algériens, qui en a été l'auteur, ajoutant que d'autres groupes terroristes téléguidés par les services algériens préparaient des attentats à Fès, Tanger, Casablanca…»

●●●



Nous sommes en août 1994, l'Algérie est pratiquement tombée entre les fourches caudines du FMI, et contrainte de négocier les termes socialement et politiquement douloureux, auprès du Club de Paris, du rééchelonnement de sa dette extérieure publique, qui approchait les 26 milliards de dollars. Il y avait également la dette privée, détenue par un panel de pays au sein du Club de Londres, et qu'il fallait également négocier, au moment où les cours de pétrole rasaient les 10 dollars/baril.

C'est dans ces circonstances irréelles, dramatiques pour les Algériens, avec un terrorisme sauvage et destructeur, le sabotage des infrastructures industrielles et des équipements publics, que l'Algérie, devenue soudain un pays pestiféré et non fréquentable, que Hassan II avait programmé et planifié le scénario de l'attentat terroriste.

Pareille fourberie n'a pas beaucoup d'égales dans l'Histoire moderne de l'Humanité.

LES ACTIONS DE KHALED NEZZAR

En réalité, les deux touristes espagnols assassinés à l'hôtel Atlas Asni avaient été abattus avec les armes récupérées au Maroc sur un groupe terroriste algérien, arrêté sur la base de renseignements fournis par les services de sécurité algériens à leurs homologues marocains .

Cela se passe au printemps 1993, raconte Khaled Nezzar, l'ex-ministre algérien de la défense dans le deuxième tome de ses mémoires. Abdelhak Layada, fondateur et chef du Groupe islamique armé (GIA), se rend au Maroc sous une fausse identité pour acheter des armes. Il est cependant pisté par les services de renseignements algériens, qui le localisent à Oujda, près de la frontière algéro-marocaine.

Alors ministre de la défense, Khaled Nezzar décide de contacter directement, comme il l'affirme dans ses mémoires, le ministre de l'Intérieur marocain, Driss Basri, et discute avec lui de la situation sécuritaire, sans mentionner le cas du terroriste Abdelhak Layada. Le général Smaïn Lamari, alors numéro 2 des services de renseignements algériens, se rend de son côté au Maroc pour informer les services de sécurité locaux de la présence sur leur sol de Layada, qui a à son actif plusieurs attentats terroristes, et leur demander qu'ils le livrent à l'Algérie.

A Rabat, on tempère, et puis Hassan II, informé par son ''vizir», veut rencontrer d'abord Khaled Nezzar, avant la remise de Layada aux services de sécurité algériens.

La rencontre, organisée au palais royal (celui où vivait le jeune monarque M6) de Salé, près du petit aéroport international de Rabat et du centre d'études nucléaires de la ''Maamora», dure deux heures. Et, durant les discussions, qui portent sur les modalités de remise à l'Algérie du chef du GIA, le roi du Maroc croit informer Khaled Nezzar en lui disant : «Vous vous rendez compte, nous avons récupéré des stocks d'armes» !

Pour Khaled Nezzar, cela est évident qu'Hassan II n'a pas été informé par ses services de sécurité de la provenance de ces armes, et surtout comment elles avaient été saisies.

En fait, explique l'ex-ministre Algérien de la défense, l'emplacement des stocks d'armes a été révélé aux Marocains par Smaïn Lamari, lors de son séjour au Maroc. Ayant infiltré un réseau de soutien au GIA, les services de sécurité algériens avaient noté les numéros de ces armes pour faciliter leur traçabilité.

Le 29 septembre 1993, Abdelhak Layada est officiellement extradé vers l'Algérie, où il sera jugé et condamné à mort. Mais, à la stupéfaction générale, il sera ensuite libéré.

Khaled Nezzar affirme que c'est l'une des armes récupérées par les services de sécurité marocains sur le groupe terroriste de Layada qui a été utilisée dans l'attentat qui secouera, en août 1994, le somptueux palace Atlas Asni de Marrakech. «La preuve que cet attentat a été monté par les services marocains», écrit-il dans son ouvrage.

Hassan II va se servir de cet événement sanglant pour monter une véritable cabale internationale contre l'Algérie.

Or, le sous sol de ce palace de Marrakech, de l'autre côté du quartier de Guéliz, passage obligé pour les touristes européens avec ses boutiques, ses restaurants et ses enseignes de grandes franchises de l'habillement haut de gamme pour femmes, avait été utilisé par les organisateurs de la conférence de l'Uruguay round en avril de la même année comme salle de presse pour les journalistes.

Un soir, durant les trois jours de la dernière conférence du GATT à Marrakech (Uruguay round), et couvrant l'événement pour le compte des agences de presse algérienne APS et française SYFIA , je me suis rendu à cet hôtel avec des journalistes algériens, le défunt Khaled Nezzari, chef de bureau de Rabat de l'agence APS, Reda Bekkat du journal El Watan, et Fayçal Haffaf, un ancien commentateur du service Sports de la radio algérienne, qui dirigeait alors un magazine marocain spécialisé dans le Tourisme, propriété de la défunte journaliste, Nadia Bradley.

A peine avions nous pénétré dans le hall de l'hôtel Atlas Asni, que nous avions été surpris de voir entrer juste après nous le roi du Maroc, Hassan II en personne, son conseiller André Azoulay sur ses talons. Nous nous sommes levés, par respect au monarque marocain. Le roi, entré en coup de vent et qui se dirigeait vers la salle de presse dans le sous-sol de l'hôtel, se tournant vers nous, nous a, discrètement de la main droite, fait signe de nous rasseoir. Une grosse chevalière ornait son annulaire gauche.

L'objet de sa visite ? Inspecter la salle de presse et les commodités mises en place pour les journalistes, dont les plus célèbres éditorialistes des journaux et revues spécialisées britanniques et américains. Mickey Kantor, alors secrétaire américain au Commerce, qui a ferraillé dur pour que les négociateurs français abandonnent leur revendication de l' «exception culturelle», notamment dans le commerce des produits culturels et intellectuels, dont le cinéma n'était pas le moindre des dossiers que défendaient les français, n'hésitait pas à venir à l'Atlas Asni pour «briefer» la presse anglophone.

Etonné par le fait que nous n'ayons pas été inquiétés par les gardes du corps du roi à l'entrée de l'hôtel, Khaled Nezzari me répond nerveusement : «C'est comme çà, il se la joue populaire devant la presse étrangère».

Le 2 novembre 2018 bien après les faits dramatiques qui se sont déroulés dans cet hôtel, la fermeture des frontières, et la «chasse aux Algériens» qui s'en est suivie durant tout cet été 1994, toute la presse marocaine a relayé le retour au pays de l'un des auteurs de cet attentat. Il a même été accueilli comme un «VIP» par des responsables du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) à l'aéroport Mohammed V de Casablanca. Il s'agit d'Abdellatif El Idrissi et Abdelmoula El Khentach, qui revenaient au pays depuis la capitale française. Abdellatif El Idrissi, un ancien de la «Chabiba islamiya», avait été condamné par contumace à la peine capitale, dans le cadre de l'affaire de l'attentat de l'Atlas Asni en 1994. Le CNDH explique également que l'avis de recherche dont il a fait l'objet a été annulé.

Un communiqué du CNDH daté du 1er novembre 2018, explique que le retour des membres du groupe terroriste marocain ayant assassiné les deux touristes espagnols à l'Atlas Asni de Marrakech fait partie du «règlement des dossiers du passé».

Trois mois auparavant, en août 2018, un autre membre du groupe de l'Atlas Asni, Salah Bouhsiss, avait regagné le Maroc après 26 ans de mise au vert en France.

Curieusement, les noms des terroristes ayant été identifiés lors de l'attentat de Marrakech par la justice marocaine auront, entre 1994 et 2018, changé, et on passe de «beurs» radicalisés et de franco-algériens comme auteurs présumés de cet attentat à des Marocains «en fuite» en France.

DES SUSPECTS VOLATILISÉS

En outre, toute la presse locale, qui a tartiné sur le retour au pays de «ces terroristes», a mystérieusement oublié qu'au moment des faits, les autorités sécuritaires et judiciaires marocaines avaient d'abord imputé cet attentat aux services de sécurité algériens, puis changé de fusil d'épaule pour désigner des franco-algériens, Stéphane Aït Idir, Redouane Hammadi et Tarek Felah, qui se seraient, depuis, volatilisés.

Enfin ! L'opération, bien sûr, avait pour but de discréditer et isoler d'avantage une Algérie bien en peine des années 1994, en butte à une vague terroriste jamais vue par aucun pays dans le monde jusque là; dévastatrice, qui avait potentiellement menacé sa sécurité.

Et Hassan II le savait, tout autant que les pays influents et militairement puissants du pourtour méditerranéen. Là où certaines voix se posaient la question de ''qui tue qui». Pour le monarque marocain, un des objectifs de cette opération était autant de détourner l'attention de la communauté internationale du dossier sahraoui, dont le règlement s'éternisait, et butait sur le mode d'identification des habitants du Sahara Occidental, éligibles au référendum d'autodétermination, que de focaliser l'actualité internationale sur ce qu'il se passait en Algérie.

Un plan machiavélique, que seul Hassan II pouvait monter autour du péril islamiste.

Et, signe du destin, le Maroc plongera, lui aussi, moins d'une dizaine d'années après, avec les explosions du 16 mai 2003 à Casablanca qui ont fait une quarantaine de morts, dans les rets du terrorisme islamiste et des attentats suicides.

En fait, l'équipe de «terroristes», qui avait exécuté l'attentat d'août 1994 de Marrakech, injustement imputé à l'Algérie par Hassan II et son ministre de l'Intérieur Driss Basri, a été graciée avec l'abandon de toutes poursuites judiciaires. Pourtant, Marrakech, avec ses palaces, ses palais des Mille et Une Nuits, son célèbre jardin botanique «Majorelle» d'Yves Saint-Laurent, le palais de la Mamounia, ou ses célèbres mosquées almohades et almoravides des 11eme et 12eme siècles, est la ville la plus surveillée du royaume.

C'est là où il y a le plus d'agents des services de sécurité et du contre espionnage marocains au mètre carré, ceux de la très crainte DGST, dont le siège à Temara (6 km au sud de Rabat) est tristement réputé pour avoir été le centre de terribles tortures de milliers de présumés terroristes, opposants politiques et autres membres d'ONG de défense des droits humains, arrêtés en vertu de la loi antiterroriste promulguée le 28 mai 2003, 12 jours après les attentats kamikazes de Casablanca.

Cela n'évitera pas des radicalisés de perpétrer à la célèbre place de Djamaa El F'na (la place des exécutions du temps des almoravides et almohades), un sanglant attentat à la bombe actionnée à distance au restaurant Argana, faisant 17 morts et 20 blessés de différentes nationalités le 28 avril 2011.

Mahdi Boukhalfa

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	06:02	12:33	15:06	17:24	18:54	06:06	12:38	15:12	17:30	18:59	06:19	12:52	15:27	17:45	19:14	06:05	12:43	15:28	17:46	19:11	06:26	12:59	15:33	17:52	19:21	06:31	13:03	15:39	17:57	19:26	06:34	13:07	15:43	18:01	19:29

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7182 — DIMANCHE 2 JANVIER 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	18°	8°
Oran	18°	6°
Constantine	20°	4°
Ouargla	18°	5°

BÉJAÏA

L'année 2021 a fâcheusement marqué les Béjaouis

L'année 2021 est déjà derrière nous avec ses moments de bonheurs et ses moments tristesse surtout. L'année 2022 arrive à grands pas et tout le monde souhaite quelle sera moins pénible que l'année écoulée et qu'elle apportera à tout le monde quiétude et générosité.



A Béjaïa l'année 2021 a été marquée par des moments difficiles pour ne pas dire déplaisant par moment et des évènements éprouvants, et aussi des choses qui rendre le sourire à la bouche et l'espoir dans les cœurs.

Ce qui a marqué le plus les gens, c'est indéniablement les incendies qui ont dévasté nos forêts le mois d'août, qui ont détruits des cultures, des vergers, des arbres, des maisons et autres élevages en tous genres, qui ont emporté surtout des vies humaines. Les flammes qui avaient affecté la wilaya pendant plusieurs jours ont dévasté plus de 370000 arbres fruitiers dont 70% d'oliviers, soit plus 238 000 arbres et 70391 figuiers, tué des centaines de bêtes domestiques et sauvages, détruits de des centaines d'élevages et ont touché plus 5600 personnes. Les incendies ont dévasté plusieurs milliers d'hectares de couvert végétal constituant un poumons pour la région.

Une importante chaîne de solidarité qui a suivi ses incendies a permis aux sinistrés de dépasser leur malheur grâce à Dieu. L'année 2021 s'est achevée laissant un autre mauvais souvenir pour les Béjaouis, en l'occurrence, le séisme du 18 mars qui avait secoué la ville et ses environs et qui avait fait plusieurs dizaines de sinistrés dans les anciens quartiers de la haut-ville. Heureusement que des opérations de relogement ont suivi quelques semaines et quelques mois après et ont permis aux sinistrés de fuir leurs vieux et vétustes appartements datant de l'ère coloniale.

Ce séisme a été aussi l'occasion aux autorités de mesurer la dangerosité dans laquelle vivent les habitants des anciens quartiers par l'accélération des travaux nombreux programmes de logements, la distribution des logements sociaux et ADDL finis notamment, ceux implantés dans le pôle urbain d'Ighzer-Ouzarif dans la commune d'Oued-Ghir.

Le séisme avait, partiellement, dégradé en sus de plusieurs maisons du vieux bâti de la ville de Béjaïa plusieurs édifices publics dont des établissements scolaires et aussi des mosquées qui ont subi des travaux de restauration.

L'année passée a connu aussi plusieurs mouvements de grèves en avril et en octobres derniers dans les secteurs de la santé, des corps communs et de l'éducation.

Les travailleurs de ces secteurs n'ont pas cessé de réclamer des hausses de salaires et des promotions et autres revendications socio-professionnelles et socio-économiques.

Elle a été, singulièrement, marquée par la grève au Lycée El-Hammadia (Polyvalent) l'un des plus importants Lycées de la ville de Béjaïa pendant plus d'un mois en raison de l'affectation d'un grand nombre d'élèves issus des Lycées touchés par le séisme à cet établissement.

En outre, 196 travailleurs de la filière transport et logistique «Numilog SPA» ont mené durant toute l'année un mouvement de grève et combat judiciaire pour réclamer leur réintégration et dénoncer leur licenciement abusif.

L'an 2021 a vu aussi la hausse vertigineuse, à mainte fois, des prix des produits agricoles frais (fruits et légumes) dont la pomme de terre. Une hausse qui s'est poursuivie durant le mois de décembre écoulé. Il a, également, vu la tenue des élections parlementaires en juin qui ont été caractérisée par un boycott massif du FFS et du RCD et la tenue fin novembre des élections locales qui ont vu cette fois la participation du FFS qui a obtenu une majorité relative notamment, à l'APW ce qui lui a permis de présider encore cette institution locale.

La crise sanitaire due au Covid a été aussi l'un des évènements durs qui ont affecté les gens à Béjaïa durant l'année dernière notamment, le manque d'oxygène dans les hôpitaux qui a poussé des bienfaiteurs à doter un bon nombre de structures sanitaires de la wilaya en générateurs d'oxygène afin de sauver des vies humaines. La crise sanitaire du au Covid a marqué l'année 2021 par deux vagues durant laquelle de nombreuse personnes sont mortes.

Aussi, un stress hydrique a traversé la région et a durement touché les foyers dès le début du mois de juillet. Une situation qui s'est accentuée le mois d'août et les mois de septembre durant l'épisode des incendies qu'a vécu la région avant le retour, en novembre, de la pluviométrie. L'eau du barrage Tichi-Haf a drastiquement baissé durant cette période de sécheresse au point de provoquer inquiétude. Et pour consolider la wilaya en matière de structures hydriques, deux stations de dessalement d'eau de mer ont été inscrites et devrait être réalisées dans les communes de Souk El-Tennine et Toudja.

Ces deux projets seront d'un grand apport en eau potable pour la wilaya et vont contribuer à mettre fin au stress hydrique que vivent plusieurs municipalités et villages de la région Ouest et Est de la wilaya notamment. Les travaux de la pénétrante autoroutière ont pris durant l'année dernière un nouveau rythme et un taux d'avancement de 78 % est enregistré au niveau de la section Timezrit et Seddouk (PK48 et PK32). Ce tronçon considéré comme le plus important du fait des nombreux ouvrages qu'il contient et surtout en raison du trafic très dense que connait la RN 26 entre la ville de Sidi-Aïch et la localité de Takerietz pourraient être inauguré le deuxième semestre de l'année en cours 2022. D'autres projets aussi importants les uns comme les autres ont été relancés dont le CAC et le dédoublement de la voie ferrée.

N. Bensalem

BLIDA

Le stade Tchaker aura un nouveau visage à partir du mois de mars

LA WILAYA de Blida a confié le suivi de la pose du gazon du stade Mustapha-Tchaker à un bureau d'études spécialisé qui fournit des conseils techniques sur l'entretien et le suivi de l'opération de plantation du gazon et son aménagement ainsi qu'une étude de la situation du sol et du réseau de drainage des eaux pluviales.

Un bureau spécialisé conseillera de recréer le terrain sur la base des constatations qui ont été enregistrées récemment, car le terrain semblait dans un très mauvais état et n'a pas permis aux joueurs de l'équipe nationale de bien faire circuler le ballon lors de leur dernier match, et ce malgré les efforts déployés par les responsables pour la disponibilité du terrain. Selon ce qui nous a été communiqué par la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Blida, le complexe sportif Mustapha-Tchaker sera doté de deux terrains en gazon naturel pour l'entraînement, avec la réalisation d'une pépinière de gazon naturel afin d'assurer toute solution d'approvisionnement en cas de besoin. Le processus de réhabilitation comprend aussi l'agrandissement de la tribune d'honneur afin de recevoir les délégations officielles, mais prévoit aussi de nouvelles entrées officielles ainsi que la mise en place d'un nouveau parking pour les délégations, en plus de la réhabilitation des vestiaires, de la zone mixte et de la salle de conférences, avec les spécifications internationales stipulées, et enfin d'autres toilettes pour les supporteurs. Pour cette opération d'envergure, la wilaya a octroyé une enveloppe de 40 milliards de centimes pour rénover le stade Tchaker. Une rénovation qui débutera en mars prochain. Les organisateurs du projet espèrent obtenir d'autres enveloppes de financement pour réhabiliter le parcours de l'athlétisme et couvrir les tribunes.

Il convient de noter que la piscine semi-olympique a été réhabilitée et qu'une autre enveloppe a été allouée pour réhabiliter la salle multisports dans le même site sportif, Hussein-Chaalen, lequel abrite souvent des compétitions très importantes. Il a été décidé de refaire le stade Tchaker pour accueillir les matchs de l'équipe nationale ainsi que ceux du championnat d'Afrique des locaux, prévu en Algérie en 2023. Il convient de souligner que le wali de Blida, Kamel Nouicer, qui suit avec attention les démarches entreprises au niveau du stade, a visité le complexe sportif en prévision du début des travaux de réhabilitation, lesquels débuteront immédiatement après le match retour des barrages de la coupe du monde 2022.

T. Bouhamidi